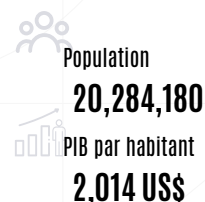
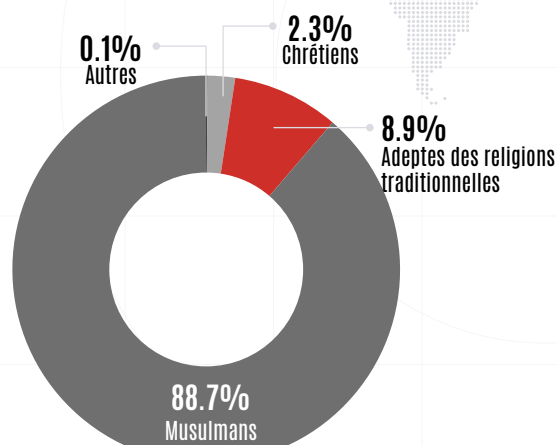




# MALI

## RELIGION



## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution dispose que le Mali est un État laïc qui garantit à tous les citoyens les mêmes droits, indépendamment de leur appartenance religieuse.<sup>1</sup> La nature laïque de l'État est inscrite dans le Préambule de la Constitution. L'article 2 dispose que « tous les Maliens naissent et demeurent libres et égaux en droits et en devoirs. Toute discrimination fondée sur l'origine sociale, la couleur, la langue, la race, le sexe, la religion et l'opinion politique est prohibée ». La Constitution malienne garantit le droit à la liberté du culte et le droit de professer sa foi par des actes de culte tant individuels que communautaires. L'article 4 stipule : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, de culte, d'opinion, d'expression et de création dans le respect de la loi ».<sup>2</sup>

Le code pénal du Mali suit également une approche fondamentalement libérale. Néanmoins, toute discrimination à fondement religieux ou acte qui entraverait la liberté de conscience ou la liberté du culte peut être puni d'une peine maximale de cinq ans de prison ou d'une interdiction de séjour de 10 ans.<sup>3</sup>

En matière d'éducation, l'article 18 de la Constitution dis-

pose que « l'enseignement public est obligatoire, gratuit et laïc ».<sup>4</sup> Les écoles publiques ne proposent pas d'instruction religieuse, mais les écoles privées peuvent le faire. Les écoles religieuses islamiques à financement privé (Madrasas) enseignent l'islam, mais sont tenues de suivre le programme scolaire standard du gouvernement. Les élèves non musulmans ne sont pas tenus de suivre les cours de religion islamique. La même règle s'applique dans les écoles catholiques.<sup>5</sup>

Toutes les organisations religieuses doivent s'inscrire auprès du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Cela ne s'applique pas aux groupes qui pratiquent des croyances religieuses autochtones. L'enregistrement ne confère aucun avantage fiscal ou juridique, et l'absence d'enregistrement n'entraîne pas de pénalités.<sup>6</sup>

Le Mali est un pays à majorité musulmane sunnite. Près de 13% de la population se dit d'une autre religion. Certains musulmans et chrétiens intègrent aussi des traditions africaines dans leurs pratiques rituelles.<sup>7</sup>

Parmi les fêtes nationales officielles, on compte les fêtes chrétiennes de Noël et de la Toussaint, ainsi que les fêtes musulmanes de Mawlid (naissance du Prophète) et de l'Aïd al-Fitr (fin du Ramadan).<sup>8</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

En matière de sécurité, la situation du Mali a été très instable au cours de la période faisant l'objet du présent rapport (2018-2020). Le sud du pays est resté relativement sûr, tandis que le centre et le nord étaient le théâtre de nombreuses tensions, malgré la forte présence de troupes militaires étrangères, y compris de l'ONU.

La France dispose d'une puissante unité antiterroriste au Mali, dans le cadre de l'opération Barkhane : plus de 5000 militaires se déploient dans le Sahel en coopération avec les armées du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad.<sup>9</sup>

La montée des violences ethniques et inter-communautaires que le Mali a connues ces dernières années se situe essentiellement dans la région de Mopti, au centre du pays. Les conflits se cristallisent surtout autour des questions de propriété et de ressources, sans oublier une composante religieuse. Ils opposent principalement les Peuls musulmans au peuple dogon, pour la plupart animiste, un groupe qui comprend également quelques chrétiens. De ce fait, les peuls sont parfois accusés d'agir « aux côtés de groupes d'extrémistes musulmans dans le centre du Mali ».<sup>10</sup>

Bien que ces tensions existent depuis longtemps, les affrontements se sont récemment intensifiés, devenant de plus en plus nombreux et meurtriers avec une composante religieuse plus manifeste. Dans une vidéo publiée en novembre 2018, trois dirigeants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (une coalition de groupes djihadistes créée en 2017 et affiliée à al-Qaida) ont appelé les Peuls dispersés à travers le Sahel et l'Afrique de l'Ouest à « poursuivre le djihad ».<sup>11</sup> Cependant, la nature et la profondeur des liens entre le peuple peul et les groupes armés djihadistes opérant en Afrique ne sont pas claires.

La situation au Mali a attiré l'attention des médias mondiaux en raison d'un massacre de masse ayant eu lieu le 23 mars 2019 à Ogossagou. Le village a été attaqué par des hommes armés « habillés en tenue de chasseur dogon ».<sup>12</sup> Ils ont tué plus de 130 Peuls, dont des enfants. Selon l'ONG International Christian Concern, l'attaque a été perpétrée par une milice anti-djihadiste appelée Dan Na Ambassagou, composée de membres du peuple dogon. L'attaque aurait été perpétrée en représailles, parce que les peuls « hébergent des extrémistes islamiques ».<sup>13</sup>

D'autres attaques ont eu lieu en 2019. Le 9 juin, 35 Do-

gons ont été assassinés par des hommes armés dans un village à majorité chrétienne. Les assaillants seraient des « djihadistes » peuls.<sup>14</sup> Le 2 juillet, 23 personnes ont été assassinées dans un village peul du centre du Mali. Le maire local a imputé l'attaque aux chasseurs dogons. Deux autres communautés peules ont été ciblées le même jour.<sup>15</sup>

Outre la violence interethnique, le gouvernement malien est confronté à une présence importante et croissante de groupes djihadistes armés, de plus en plus actifs dans le nord et le centre du pays. Leurs principales cibles sont les forces de sécurité, mais également le personnel religieux.

En janvier 2019, le groupe terroriste Nusrat al-Islam, qui a enlevé en 2017 Sœur Gloria Argoti, religieuse colombienne, a publié une vidéo la montrant vivante.<sup>16</sup>

Le 2 novembre 2019, 53 soldats maliens ont été tués dans une attaque revendiquée par l'État Islamique.<sup>17</sup> Les forces de maintien de la paix de l'ONU au Mali ont également été la cible de tirs qui ont fait plusieurs victimes.<sup>18</sup>

Le gouvernement semble dépassé par la propagation rapide des milices dans le centre et le nord du pays. En août 2020, le président Ibrahim Boubacar Keita démissionne tandis que les forces armées maliennes prennent le pouvoir lors d'un coup d'État. Cela faisait suite à des mois de manifestations de masse contre le président Keita.<sup>19</sup> Au moins 11 personnes ont été tuées et plus de 100 blessées dans des affrontements entre les forces de sécurité maliennes et des manifestants.

Pendant les manifestations, les chefs religieux ont appelé à la paix. Le Cardinal Jean Zerbo, archevêque de Bamako, le président du Haut Conseil islamique malien, Chérif Ousmane Madani Haïdara, et le Révérend Nouh Ag InfaYattara, président de l'Association des Groupements d'Églises et Missions Protestantes au Mali (AGEMPEM), ont demandé un dialogue politique.<sup>20</sup>

En raison des mesures prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus, l'Église catholique malienne a suspendu les messes. Cependant, les mosquées sont restées ouvertes.<sup>21</sup>

La crise sanitaire n'a pas freiné les exactions. Le 15 mars 2021, 33 militaires maliens ont trouvé la mort dans une embuscade tendue par des groupes armés terroristes<sup>22</sup>. Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières depuis le putsch du 18 août 2020.

# MALI

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Les perspectives sont inquiétantes pour la liberté religieuse.

La sécurité et la stabilité politique du Mali se sont détériorées ces dernières années. Bien que les tensions ethniques ne soient pas nouvelles, le cycle des représailles et de la brutalité à l'encontre des militaires et des civils, alimenté par la présence de groupes djihadistes, a atteint des niveaux sans précédent.

Cette situation impacte profondément la liberté religieuse, car même si la religion ne semble pas être le principal moteur de la violence, l'appartenance religieuse accroît le risque de persécution.

Malgré les efforts de l'opération Barkhane, le gouvernement de transition dirigé par un président par intérim devra encore lutter pour contenir la combinaison explosive de la pauvreté, des conflits ethniques et de l'islam radical.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Constitution de la République du Mali, OMPI, <https://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/fr/ml/ml004fr.pdf>
- 2 Ibid.
- 3 Office of International Religious Freedom, U.S. State Department, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/05/MALI-2018-INTERNATIONAL-RELIGIOUS-FREEDOM-REPORT.pdf> Voir aussi le code pénal malien (article 58) : <http://www.derechos.org/intlaw/doc/mli1.html>
- 4 Constitution de la République du Mali, op. cit.
- 5 Office of International Religious Freedom, op. cit.
- 6 Ibid.
- 7 Brian Grim et. al. (eds.), "Year-book of International Religious Demography 2017", Leiden/Boston: Brill, 2017.
- 8 World Travel Guide, <https://www.worldtravelguide.net/guides/africa/mali/public-holidays/>
- 9 "How Mali's coup affects the fight against jihadists," BBC News, 22 septembre 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-54228920>
- 10 Linda Bordon, Vatican News, <https://www.vaticannews.va/en/world/news/2019-06/mali-attacks-dogon-fulanis-militias-extremist-uprising.html>
- 11 Crisis Group, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/c%C3%B4te-divoire/b149-lafrique-de-louest-face-au-risque-de-contagion-jihadiste>
- 12 Jeune Afrique, 24 mars 2019, <https://www.jeuneafrique.com/753518/politique/massacre-de-civils-peuls-a-ogossagou-le-mali-sous-le-choc/>
- 13 Persecution, Islamic International Christian Concern, 28 mars 2019, <https://www.persecution.org/2019/03/28/church-leaders-mali-condemn-massive-attack-fulani-tribesman/>
- 14 Vatican News, <https://www.vaticannews.va/en/africa/news/2019-06/mali-cardinal-zerbo-with-president-keita-visit-the-troubled-dog.html>
- 15 Africanews, 2 juillet 2019, <https://www.africanews.com/2019/07/02/23-killed-in-attack-on-fulani-village-in-mali-mayor/>
- 16 Persecution, 2 novembre 2019, International Christian Concern, <https://www.persecution.org/2019/02/11/new-video-kidnapped-nun-mali-surfaces/>
- 17 alJazeera, 3 novembre 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/11/mali-dozens-troops-killed-military-outpost-attack-191102052705177.html>
- 18 Office of International Religious Freedom, op. cit.
- 19 Vatican News, 19 août 2020, <https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2020-08/mali-coup-etat-militaires.html>
- 20 Vatican News, 15 juillet 2020, <https://www.vaticannews.va/en/world/news/2020-07/mali-religious-leaders-call-for-peace-and-dialogue-amid-protest.html>
- 21 Vatican News, 19 mai 2020, <https://www.vaticannews.va/es/iglesia/news/2020-05/africa-coronavirus-algunos-lugares-de-culto-comienzan-a-reabrir.html>
- 22 Forces Armées Maliennes, <https://www.fama.ml/wp-content/uploads/Com-17-03-2021-CEMGA.pdf>